fr

Press release | 08.10.2009

Commission spéciale du Parlement européen sur la crise financière et économique

Le Parlement européen nie la situation dramatique des pays en développement

Ce mercredi 7 octobre, le Parlement européen votait la décision sur la mise en place et les attributions d'une commission spéciale sur la crise financière et économique.

Eva Joly (Verts/ALE) Présidente de la Commission Développement, a souhaité introduire deux amendements oraux à cette décision.

Ils prônaient notamment une extension du mandat de cette commission spéciale à l'analyse des impacts de cette triple crise sur les pays en développement, et non uniquement sur l'Union européenne et ses Etats membres comme le proposait le texte initial, ainsi qu'une évaluation des législations communautaires actuellement mises en oeuvre dans les différents domaines concernés, et notamment sur la coopération au développement.

Alors que nombre d'études démontrent que ces derniers sont les premières victimes de cette crise, une quarantaine de députés s'est pourtant levée dans l'hémicycle afin de rejeter cette proposition d'Eva Joly de prendre en compte cette douloureuse réalité. Un nombre suffisant pour que les deux amendements de la Présidente de la Commission développement tombent, et les pays en développement oubliés.

"Il était pour moi totalement inconcevable que ces amendements soient rejetés. Et pourtant, certains de mes collègues semblent effrayés à l'idée d'analyser les conséquences de la crise sur les pays en développement. Auraient-ils peur que notre responsabilité de pays développés y soit par trop soulignée ? Ou préfèrent-ils ignorer la souffrance qui gronde à nos frontières ?"s'indignait **Mme Joly** à l'issue du vote.

Ci dessous les deux amendements oraux déposés par Mme Eva Joly au nom de la Commission du Développement à la proposition de mandat de la commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale :

> *1. Decides to set up a special committee on the financial and economic crisis, vested with the following powers:*
>
> *(a) to analyse and evaluate the extent of the social, economic and financial crisis, its impact on the Union and its Member States,* ***as well as on the developing countries****, and the state of world governance, to propose appropriate measures for the long-term reconstruction of sound, stable financial markets able to support sustainable growth, social cohesion and employment at all levels,*

and to provide an assessment of the effect of these measures and the cost of inaction;

*(b) to analyse and evaluate the current implementation of Community legislation in all the areas concerned**, including development coorperation,** and the coordination of the measures taken by the Member States to support sustainable qualitative growth and long-term investment, with a view to combating unemployment and responding to demographic and climate challenges, while complying with the subsidiarity principle;*

Recommended

Press release



EU caves in to the fossil fuel lobby

19.11.2026

Press release

Photo by Hailey Tong on Unsplash



[EU fundamental values are not an ‘à la carte’ menu the…]

18.11.2026

Press release

Adriaan Ploegh



MEPs urge to strengthen European defence innovation

12.11.2026

Press release

karsten-wurth-unsplash



Court upholds EU climate rules - EU must now show lead…

12.11.2026

Please share

- E-Mail